

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/LTU/12

3 février 2000

(00-0423)

Groupe de travail de  
l'accession de la Lituanie

Original: anglais

## ACCESSION DE LA LITUANIE

### Communication de la République de Lituanie

La Mission permanente de la République de Lituanie a fait parvenir au Secrétariat les renseignements ci-après concernant l'agriculture et les questions connexes.

#### Agriculture et questions connexes

La Lituanie apprécie les observations et les suggestions que ses partenaires dans les négociations lui ont présentées à propos de l'amélioration de son offre d'engagements dans le domaine de l'agriculture. Maintenant que la Lituanie a présenté une nouvelle offre et qu'elle a fourni des explications additionnelles sur les points encore en suspens, elle souhaite que les négociations en arrivent à une conclusion.

Le présent document résume les concessions qu'elle a offertes en réponse aux demandes de ses partenaires dans les négociations. Ces concessions sont considérables et nombre d'entre elles risquent fort de causer des torts à certaines composantes du secteur agricole de la Lituanie.

En raison de la complexité et de l'interdépendance des questions en cause, la délégation lituanienne maintient qu'il serait raisonnable et justifié de traiter les engagements d'accession comme un tout. Le présent document fait état des progrès réalisés par la Lituanie dans les négociations concernant les questions agricoles et indique les domaines dans lesquels elle a répondu aux demandes de ses partenaires dans les négociations et ceux dans lesquels elle dispose d'une moins grande marge de manœuvre en raison de la nature extrêmement délicate des questions en cause.

L'agriculture est d'une très grande importance économique et sociale pour la Lituanie; en ce moment, elle revêt une importance beaucoup plus grande pour elle que pour les pays qui l'entourent. À prix constants, la valeur brute de la production agricole représente plus de 11 pour cent du PIB, et l'agriculture emploie 22 pour cent de la main-d'œuvre du pays. Le secteur de l'agriculture en Lituanie a beaucoup souffert de la crise financière et économique qui a frappé la Russie, de loin son plus important marché d'exportation. En 1995-97, les exportations lituaniennes vers la Russie représentaient environ 37 pour cent de l'ensemble des exportations agricoles. En 1998, les exportations à destination de la Russie ont fléchi de 35,1 pour cent et, en 1999, elles ont chuté de 71,4 pour cent comparativement à 1998 (données pour neuf mois). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées dans l'exportation de viande et d'abats comestibles, de saucisses, de conserves de viande, de lait et de produits laitiers. Non seulement les entreprises lituaniennes réalisent des déficits d'exploitation, mais les importateurs russes leur doivent aussi 64,5 millions de dollars EU.

## Questions spécifiques

### Accès aux marchés

La Lituanie a offert d'importantes concessions pour de nombreux produits sensibles et elle est prête à appliquer les réductions progressivement sur une période de seulement quatre ans, soit beaucoup plus rapidement qu'il n'avait tout d'abord été prévu. Ces offres ont été présentées bien que le gouvernement ait été tenté d'augmenter, le 1<sup>er</sup> novembre 1998, les droits d'importation sur la viande, le lait, le sucre, les céréales et leurs produits dérivés afin d'atténuer les effets défavorables de la crise en Russie. La Lituanie offre entre autres de convertir en droits de douane les prix minimaux à l'importation qui existent actuellement pour le sucre. Elle a aussi renoncé à se prévaloir, comme d'autres Membres de l'OMC le font, des mesures de sauvegarde spéciales (SGS) sur les produits agricoles. En outre, la Lituanie a accepté d'adhérer volontairement au principe zéro pour zéro pour la bière et les eaux-de-vie brunes.

La délégation lituanienne a remarqué les conditions d'accession négociées par la Lettonie et l'Estonie, en particulier leurs consolidations à des taux beaucoup plus élevés que ceux actuellement appliqués pour les produits sensibles. Comme la délégation lituanienne l'a très souvent mentionné, l'Accord de libre-échange des pays baltes est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997. Au titre de cet accord, les pays baltes ont entrepris de libéraliser entièrement le marché des produits agricoles d'origine nationale. Afin que ce marché fonctionne bien, il est nécessaire qu'il y ait une harmonisation graduelle des politiques commerciales nationales et étrangères, y compris des politiques à l'égard des pays tiers. Dans ce contexte, la délégation lituanienne tient à souligner que, pour les lignes tarifaires SH 0207, 0209, 0403, 0702, 0808, 0408, 1001, 1002.00, 1003.00, 1004.00.00, 1101.00, 1601.00, 1602 et 2007, les niveaux proposés des droits consolidés sont inférieurs aux niveaux respectifs d'un des deux autres pays baltes, ou des deux. Par contre, dans l'offre révisée, les droits consolidés pour les lignes tarifaires SH 0201, 0202, 0203, 0204, 0206, 0207, 0209, 0210, 0401, 0402, 0403, 0405, 0406, 0407, 1001.90, 1003.00, 1004.00.00, 1101.00, 1107.10, 1602.41-1602.50, 1604, 1704.90, 1905 et 2203.00, qui représentent les produits les plus sensibles, sont inférieurs aux taux NPF actuellement appliqués en Lituanie.

### Évaluation en douane

Le gouvernement a approuvé le nouveau Décret sur l'évaluation en douane des marchandises, qui a mis fin à l'application de prix minimaux à l'importation et à la mesure spéciale de vérification des prix. En outre, en éliminant les prix minimaux à l'importation, qui garantissaient un niveau suffisant de protection du marché, la Lituanie est convenue de ne pas tarifier ces mesures, sauf pour le sucre, qui, encore plus en Lituanie que dans beaucoup d'autres pays, est un produit extrêmement sensible. Avec l'adoption du nouveau Décret sur l'évaluation en douane des marchandises, les lois actuellement en vigueur sont maintenant pleinement conformes aux prescriptions de l'OMC.

### Régime du sucre

Le 8 juillet 1999, le Parlement a approuvé une modification et un supplément à la Loi sur le sucre et a ainsi éliminé les dispositions spéciales qui protégeaient le marché national du sucre, y compris l'application de prix minimaux à l'importation, la possibilité d'imposer des restrictions quantitatives, les ententes ne permettant aux entreprises de transformation du sucre d'importer du sucre dans le cadre d'un contingent tarifaire qu'à la condition qu'elles aient acheté une certaine quantité de betteraves à sucre produites dans le pays, et l'exemption des membres de l'Association des producteurs de sucre de l'application de la Loi sur la concurrence.

### Soutien interne

Le soutien par produit accordé aux agriculteurs est tiré du budget de l'État. Des subventions directes sont versées par le biais du programme appelé "subvention directe versée aux transformateurs pour maintenir les prix minimaux qui sont payés aux producteurs de produits primaires" dans le tableau explicatif DS:6. Il s'agit d'un versement direct accordé en fonction du nombre de tonnes, d'hectares ou d'unités offertes sur le marché aux agriculteurs à partir du budget de l'État, en plus du soutien qui leur est accordé au moyen des prix d'achat minimaux garantis qui sont indiqués dans le tableau explicatif DS:5. Ces versements sont accordés aux transformateurs, car ceux-ci représentent la façon la plus pratique et la plus efficace de payer les agriculteurs directement afin de maintenir un certain niveau de revenu agricole sans accroître la production.

La Lituanie convient maintenant que la mesure appelée "coût permettant de couvrir l'écart entre le prix administré et le prix de vente" (qui apparaissait dans une version antérieure du tableau explicatif DS:6) ne peut être considérée comme un paiement direct. C'est pourquoi elle n'apparaît pas dans la version actuelle du tableau explicatif DS:6. On a toutefois calculé, dans le tableau explicatif DS:8, une mesure équivalente du soutien pour trois produits, soit le bœuf, le lait condensé et le beurre. Pour ces trois produits, il a été impossible de calculer la mesure du soutien des prix du marché conformément à la méthode décrite à l'annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture; en effet, en 1995 et en 1996, le prix de référence extérieur était plus élevé que le prix de soutien interne administré. Ainsi, on a utilisé une mesure équivalente du soutien conformément aux dispositions de l'annexe 4 de l'Accord sur l'agriculture.

En ce qui concerne le soutien autre que par produit (tableau explicatif DS:9), la délégation lituanienne accepte d'exclure de ses calculs les mesures du soutien suivantes: exonération de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques, exonération de l'impôt sur le bénéfice pour les entreprises agricoles, exonération de l'impôt foncier et de la taxe sur les baux ruraux pour les producteurs agricoles, compensation de la TVA pour les produits panifiés versée entre janvier et mars 1997, réduction de 18 pour cent à 9 pour cent du taux de la TVA frappant les achats de produits agricoles nationaux. En outre, la Lituanie n'utilise plus l'élément "utilisation de biens subventionnés" dans ses calculs. Elle croit toutefois que, au titre de l'Accord sur l'agriculture, les mesures telles que "réduction du coût des intrants (tarifs de faveur pour l'électricité et le gaz naturel accordés aux producteurs agricoles)" et "bonification d'intérêt (10 pour cent) sur les prêts à court terme accordée aux agriculteurs pour l'achat d'intrants" constituent du soutien interne. De plus, les crédits à des conditions de faveur qui sont accordés aux producteurs de produits primaires pour l'achat d'équipement et de machines et aux transformateurs pour l'achat de produits agricoles sont aussi du soutien interne.

À cause des changements qui ont été apportés, l'engagement en matière de soutien interne total a diminué; il s'élevait à 690,3 millions de dollars EU en 1998 et est maintenant de 231,4 millions. La Lituanie a donc déjà réduit sa mesure globale de soutien (MGS) de façon très importante et considère ce montant comme son offre finale d'engagement.

### Subventions à l'exportation

La Lituanie accepte d'éliminer les subventions à l'exportation. Toutefois, la conjoncture actuelle de son économie agricole la contraint à insister pour conserver, pendant quatre ans, la possibilité d'utiliser des subventions à l'exportation ciblées sur le marché russe. Il est de la plus grande importance que la Lituanie maintienne ses subventions à l'exportation à destination de la Russie pour une période de temps limitée. Dans les circonstances actuelles, la Lituanie doit appliquer des subventions à l'exportation pour que le volume de ses exportations à destination de la Russie remonte au niveau où il était avant la crise; cela permettra à la Lituanie d'être en position pour poursuivre la restructuration de son industrie de transformation et lui permettra d'offrir un minimum de possibilités d'emploi. La poursuite, pour une période limitée, de l'utilisation de subventions à l'exportation

accordera aux agriculteurs et aux entreprises de l'industrie de la transformation des aliments l'aide temporaire dont ils ont grand besoin afin d'améliorer leur productivité et la qualité de leurs produits. La production de matières premières et d'intrants, de même que l'infrastructure de commercialisation et de distribution de produits prêts à l'usage, sont insuffisamment développées. L'investissement étranger direct ne répond pas aux besoins de la restructuration de l'industrie de la transformation des aliments, car ces fonds sont directement investis dans le secteur du commerce et les entreprises appartenant en partie à des intérêts étrangers mettent l'accent sur le marché national.

Une justification détaillée de la nécessité d'utiliser des subventions à l'exportation pour un segment du marché d'exportation de la Lituanie (la Russie), de même que l'incidence de la crise sévissant dans cet important marché d'exportation sur la situation économique, politique et sociale en Lituanie, ont été présentées au cours de réunions tenues dans le cadre du processus d'accession de la Lituanie à l'OMC.

#### Unités monétaires utilisées pour les engagements de la Lituanie

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994, l'unité monétaire nationale de la Lituanie, le litas (Llt), est rattachée au dollar américain par un mécanisme de caisse d'émission au taux de 4 litas pour 1 dollar EU. Le gouvernement de la Lituanie avait annoncé son intention de modifier ce régime monétaire, mais cette modification a été remise indéfiniment en raison de la crise qui sévit en Russie et de son incidence sur l'économie lituanienne. Les engagements que la Lituanie propose sont libellés en dollars EU pour prévenir tout malentendu et pour éviter d'avoir à recalculer les engagements dans l'avenir. Toutefois, la délégation lituanienne n'ignore pas les graves difficultés auxquelles a dû faire face la Hongrie lorsque celle-ci a pris, dans le cadre du GATT, des engagements exprimés en forint. Quand la Hongrie a ensuite dû dévaluer sa monnaie, il lui a été très difficile de respecter les engagements officiels qu'elle avait pris dans le cadre des négociations du Cycle d'Uruguay. D'autre part, les subventions de l'État que la Lettonie a annoncées récemment étaient exprimées en DTS. La délégation lituanienne demande instamment à ses partenaires dans les négociations d'accepter que les engagements de la Lituanie soient exprimés en dollars EU.

#### Données utilisées pour le calcul du soutien interne

La Loi n° I-734 du 22 décembre 1994 sur la réglementation par l'État des relations économiques dans le secteur agricole est le fondement juridique de la politique de la Lituanie en matière d'agriculture pour la période de référence (1995-1997) ayant servi à établir les engagements concernant le soutien interne. Des règlements détaillés pour l'application de mesures de soutien spécifiques ont été établis par les résolutions que le Ministère de l'agriculture a adoptées au cours de cette même période de trois ans (1995-1997). Ces résolutions ont été communiquées au Secrétariat de l'OMC.

Afin de préparer ses engagements en matière de soutien interne, la Lituanie a utilisé les renseignements dont disposait le Ministère de l'agriculture. Les mêmes données ont été utilisées par l'OCDE dans "Examen des politiques agricoles. Lituanie", OCDE, 1996, et dans "Politiques agricoles, économies émergentes et pays en transition" (de même que dans le supplément à "Politiques agricoles, économies émergentes et pays en transition" intitulé "Regards sur l'agriculture dans les économies émergentes et les pays en transition"), OCDE, 1999. Les prix de référence extérieurs ont été tirés de ces publications de l'OCDE.

#### **Conclusion**

En raison de la situation très délicate et très tendue dans laquelle se trouve l'agriculture en Lituanie après la longue et difficile transition qui l'a fait passer d'un système contrôlé par l'État vers une économie de marché, et en considérant aussi les diverses solutions ingénieuses qui ont été

élaborées par l'OMC afin de tenir compte de certaines situations – très souvent temporaires – auxquelles ses Membres ont dû faire face, la Lituanie demande instamment à ses partenaires dans les négociations d'accepter ses propositions et ainsi de montrer qu'ils comprennent la très grande sensibilité sociale et politique des questions en cause. Les propositions de la Lituanie doivent être considérées comme un ensemble final de concessions faites dans l'espoir qu'elles permettront de conclure rapidement les négociations.

---